

Les harkis, otages de l'histoire

Le journaliste Pierre Daum, spécialiste des questions coloniales, publie un livre-révélation sur les supplétifs musulmans. Cette enquête revient sur le rôle et les motivations – mais aussi le sort – de ceux qui ont combattu aux côtés de l'armée française pendant la guerre d'Algérie. présenté par **Belkacem Bahlouli**

Cinquante ans après la fin de la colonisation française en Algérie, le sort des harkis demeure, dans les deux pays, une plaie ouverte, jamais cicatrisée. Au nord de la Méditerranée, l'idée reste que ces Algériens ayant combattu pour la France durant la guerre d'indépendance n'ont eu d'autre choix que de tenter de fuir en métropole ou d'être massacrés sur place après le cessez-le-feu de 1962. Au sud, en revanche, ces supplétifs considérés comme des parias auraient définitivement été éliminés dans les années qui ont suivi les accords d'Évian. D'Alger à Tamanrasset, le « harki » est même devenu le symbole de l'insulte suprême, celle du « traître ».

La réalité est plus complexe explique le journaliste Pierre Daum qui, pendant deux ans, a retrouvé des témoins directs de la guerre d'Algérie. Et il bouscule les idées reçues, que ce soit sur le nombre de harkis continuant à vivre en Algérie, souvent dans des conditions effroyables, et sur les véritables motivations de ces auxiliaires quant à leur engagement en faveur de la métropole. Mais ces faits, force est de le reconnaître, restent tabous.

Dans cette enquête minutieuse, on découvre également que la question harkie n'a jamais été vraiment étudiée. La raison ? Le mutisme et les blocages des autorités françaises et algériennes. Car, d'un côté comme de l'autre, les archives militaires et civiles sont difficilement accessibles aux chercheurs. D'où cette mise au point historique, légitime et, mieux, nécessaire. ■



LE DERNIER TABOU
par Pierre Daum,
éd. Solin/Actes Sud.

Extraits

Harki » fait partie de ces mots particulièrement difficiles à manier. Terme administratif attribué au début de la guerre à une catégorie particulière d'auxiliaires algériens de l'armée française, le mot a très rapidement servi à désigner, en France, l'ensemble des supplétifs algériens utilisés par l'armée française pendant la guerre d'Algérie. Et même plus : en 1962, alors que fuyaient vers la France certains supplétifs et leurs familles, mais aussi d'autres groupes d'Algériens qui se sentaient menacés (des soldats véritablement engagés dans l'armée française, des maires, des conseillers municipaux, des notables profrançais, etc.), le sens du mot « harki » a peu à peu glissé vers une définition très large, désignant tous les Algériens « rapatriés » en France pour fuir de possibles violences dans l'Algérie indépendante. Des hommes (anciens supplétifs ou non), des femmes et des enfants se sont ainsi retrouvés englobés dans ce terme. « [Harki] est un terme essentialisé qui parle à la fois du présent au passé, en mêlant les temps du discours et en arrêtant l'existence de ceux qui le portent à une séquence chronologique bien précise. Les fonctions civiles et militaires assumées pendant la guerre d'Algérie se transforment en France en attribut, puis en propriété transmissible de génération en génération. » La confusion entre anciens supplétifs et autres soldats « musulmans » de l'armée française se répète depuis cinquante ans, à chaque commémoration solennelle devant les monuments aux morts des communes de France. Les vieux messieurs d'origine algérienne arborent leurs médailles devant les photographes qui les présentent ensuite dans leurs journaux comme des « harkis » alors qu'ils n'ont parfois jamais été harkis ni même supplétifs : ce sont d'anciens engagés ou appelés de l'armée française, dont certains se sont battus lors de la seconde guerre mondiale, ou de la guerre d'Indochine.

En Algérie, le mot « harki » a lui aussi subi d'importants glissements sémantiques, dans des directions sensiblement différentes de celles prises en France. Dès 1955 et les premiers recrutements d'auxiliaires algériens par l'armée française, la confusion s'est installée parmi les intéressés eux-mêmes, à qui les recruteurs n'expliquaient pas forcément clairement dans quelle formation supplétive ils étaient affectés. Un terme générique, toujours utilisé aujourd'hui dans certaines régions d'Algérie par ceux qui ont vécu cette époque, fut largement employé à la place de « harki » : « goumi ». À partir de 1962, les mots « harki » ou « goumi » furent peu à peu utilisés pour tous les Algériens qui avaient été avec la France pendant la guerre de Libé-

D'UNE FAÇON QUI PEUT PARÂÎTRE SURPRENANTE, LES SOLDATS RÉGULIERS ONT TOUJOURS JOUI D'UN STATUT À PART, BEAUCOUP PLUS POSITIF.

ration. Étaient concernées *a priori* des personnes qui avaient porté l'uniforme français (soit presque tous les membres des formations supplétives, ainsi que les soldats réguliers), mais aussi certains élus, notables, voire civils connus pour avoir dénoncé des moudjahidin, même si, d'une façon qui peut paraître surprenante, les soldats réguliers (engagés et appelés) ont toujours joui en Algérie d'un statut à part, beaucoup plus positif que celui des supplétifs et des notables. Le discours commun veut qu'« ils n'avaient pas le choix », et qu'« ils ont fait beaucoup moins de mal que les harkis ». Enfin, dans l'Algérie d'aujourd'hui, le mot « harki » est devenu presque synonyme de « traître », d'où certaines utilisations très éloignées du sens originel, puisqu'on entend dire parfois au sujet de « vrais » harkis (anciens membres d'une harka) dont tout le monde sait qu'ils n'ont fait strictement aucun mal : « Non, celui-là, ce n'est pas un harki ! » À l'inverse, certains civils qui ont fourni des renseignements à l'armée française sont voués à la vindicte populaire sous l'appellation de « harkis ».

Aujourd'hui, ce vocable est tellement chargé de haine et de violence dans la société algérienne que peu de locuteurs osent l'utiliser dans une conversation normale. Dans les cours de récréations des collèges et lycées algériens, « *Hark!* », « *Ya harki!* » (« Espèce de harki ! » – que l'on prononce en aspirant le « h » et en roulant le « r »), « *Ould harki!* » (« Fils de harki ! »), « *Ya goumi!* », sont des insultes courantes – au même titre que le mot « enclulé » en France. Chez les adultes, le terme est volontiers employé lorsqu'on veut insulter un responsable politique, ou plus généralement un puissant du régime, que l'on considère comme travaillant pour ses propres intérêts ou pour ceux de « l'étranger », au détriment de ceux de l'Algérie. [...]

De telles rumeurs sont d'autant plus faciles à créer en Algérie que les archives de l'armée française, conservées à Vincennes, près de Paris, contiennent effectivement des fiches concernant des milliers d'Algériens qui auraient travaillé secrètement pour l'armée française. Il peut s'agir de simples civils (paysans, commerçants, etc.), mais aussi de soldats, voire d'officiers de l'ALN [*Armée de libération nationale, ndlr*]. Sauf que ces fiches sont jusqu'à aujourd'hui rigoureusement inaccessibles au public, et que personne ne peut donc prétendre les connaître. Qu'à cela ne tienne. La rumeur – ou plus généralement, l'affirmation péremptoire de « vérités » dépourvues de tout fondement – constitue en Algérie un des grands obstacles à la connaissance historique. On peut distinguer au moins deux raisons à ce phénomène : 1. Dès 1962, le discours sur la guerre de Libération a été kidnappé par les nouveaux dirigeants du pays, qui l'instrumentalisent depuis cinquante ans dans le but de légitimer leur présence au pouvoir – et par ricochet, l'absence de leurs opposants.

PERSONNE NE S'EST JUSQU'À PRÉSENT POSÉ LA QUESTION : Y A-T-IL EU DES HARKIS QUI SONT RESTÉS EN ALGÉRIE SANS ÊTRE TUÉS?

Le peuple en a parfaitement conscience, et pense finalement, dans une réaction radicalement inverse, que tout ce que raconte l'État sur la guerre de Libération est faux. Et donc tout ce qui n'est pas dit devient *a priori* vrai. 2. L'enseignement de l'histoire en Algérie, et notamment dans les universités, se trouve dans une situation lamentable : manque criant de professeurs compétents, surpopulation estudiantine, locaux misérables, et surtout absence d'éducation au sens critique dans le cursus scolaire. [...]

En France, l'imaginaire concernant le sort des harkis au moment de l'indépendance demeure largement dominé par les récits de certains supplétifs rapatriés, ou de leurs anciens officiers, récits dans lesquels sont racontés les supplices cruels qu'eux ou leurs camarades ont subis, ou auxquels ils ont échappé, et qui expliquent en tout cas leur fuite vers la France. Ceux qui les écoutent ou les lisent comprennent immédiatement que ne pas fuir l'Algérie à ce moment-là aurait signifié une mort certaine. [...]

Cette instrumentalisation des harkis et de leurs discours s'inscrit par ailleurs dans une très ancienne tradition de légitimation de l'entreprise coloniale, qui n'a eu de cesse de souligner l'adhésion des « indigènes » à leur sort de colonisés. En d'autres termes, de montrer que les bienfaits de la colonisation furent tels qu'un grand nombre de colonisés s'en trouvèrent très heureux. L'argument est particulièrement retors puisque, effectivement, beaucoup d'Algériens furent du côté des Français lors de la guerre d'Algérie – sauf que, comme nous allons le voir, cette situation « du côté des Français » ne signifiait absolument pas une adhésion intellectuelle à la colonisation. Enfin, plus horribles encore que tous les témoignages vécus par les soldats français pendant la guerre, ces récits de massacres de harkis en 1962 semblent avoir tétanisé jusqu'aux chercheurs les

plus anticolonialistes. Finalement, personne en France ne s'est jusqu'à présent posé la question : y a-t-il eu des harkis qui sont restés en Algérie sans être tués ? Si oui, combien étaient-ils, et quelle a été leur vie ? C'est aujourd'hui le projet de ce livre.

De l'autre côté de la Méditerranée [*en Algérie, ndlr*], les enjeux sont complètement différents. Dès la fin de la guerre, « le nouvel État a mis l'Histoire au service de la construction de sa propre légitimité et lui a assigné, en la monopolisant, la tâche de consolider son pouvoir ». Une des matrices de ce discours étatique, toujours en vigueur aujourd'hui, considère que le peuple algérien s'est soulevé en entier contre l'opresseur colonial. Dans ce cadre, les harkis ne peuvent être que des êtres profondément fourbes, uniquement mus par l'appât du gain. Mais surtout, et ce point-là est essentiel, ces hommes n'ont for-

Pierre Daum a consacré pas moins de trois ouvrages à la guerre d'Algérie.



FRANCESCO GATTONI

TOUT
LE MONDE
SAIT QUE CES
AUXILIAIRES
FURENT
ESSENTIELLEMENT
RECRUTÉS
PARMI LES
MASSES
PAYSANNES
ILLETTRÉES.

cément représenté qu'un nombre infime de personnes. Admettre, comme nous allons le voir, qu'une partie importante des Algériens s'est retrouvée du côté des Français apparaît absolument insupportable. Autre problème : tout le monde sait que les « harkis » furent essentiellement recrutés parmi les masses paysannes illettrées. Or, remarque l'historienne Lydia Aït Saadi-Bouras, « tout le discours officiel est bâti sur la notion d'«authenticité» des valeurs paysannes opposée à la dépravation citadine. Comment, dès lors, expliquer que la plupart de ces gens [les harkis] étaient des paysans non francophones et bien moins francisés que les immigrés algériens en France, qui furent pour la plupart d'entre eux de fervents nationalistes ? C'est là l'un des paradoxes de l'histoire algérienne. » Pire encore pour l'Algérie d'aujourd'hui : une étude approfondie sur cette question révélerait certainement que de nombreuses personnalités politiques, militaires, intellectuelles et artistiques possèdent dans leur famille très proche des personnes compromises du côté de la France pendant la guerre de Libération. Il est certain que de telles révélations provoqueraient des scandales inouïs. Résultat : il n'existe strictement aucune étude en Algérie sur les harkis. [...]

En France comme en Algérie, les « harkis » font l'objet de représentations schématiques très éloignées de la réalité. En France, on considère souvent ces hommes comme de courageux Algériens engagés volontairement dans l'armée française par fidélité au drapeau tricolore. À l'inverse, certains milieux de gauche les ont longtemps regardés comme des traîtres à leur peuple, les comparant volontiers aux collabos français de la seconde guerre mondiale. Même si depuis une dizaine d'années, notamment sous l'impulsion de Fatima Besnaci-Lancou [*essayiste et spécialiste de l'histoire des harkis, ndlr*], les recherches sur les harkis connaissent un nouvel essor, en nombre et en qualité, il faudra encore du temps avant que ces travaux se répandent suffisamment dans la société française pour que toutes ces idées fausses disparaissent. D'autant plus que les harkis continuent à être instrumentalisés dans le discours politique français, ce qui ne contribue évidemment ni à une connaissance objective de leur histoire et de leurs souffrances, ni à l'apaisement des mémoires. En Algérie, le harki représente le méchant par excellence, sur lequel la société algérienne peut déverser toute sa haine. Mais surtout, après cent trente-deux années de colonisation qui ont placé l'ensemble du peuple algérien dans une infinité de rapports de compromissions avec l'opresseur français, la figure du harki permet d'extirper de soi sa part d'éventuelle culpabilité. Le harki, c'est l'autre ! Aujourd'hui, dans un contexte de sacralisation de la Révolution, dénoncer les harkis, souvent dans une surenchère de haine et de mépris, permet *a contrario* de s'affirmer comme un grand patriote. [...] ■